

honorables amis (sir Richard Cartwright) dans l'extrait de son discours que j'ai cité, il y a un instant, a eu le soin de faire remarquer qu'il fallait tenir compte de l'augmentation de la population et qu'à moins que la population ne se fut accrue considérablement, une augmentation des dépenses était injustifiable. Quant aux dépenses, je constate qu'en 1896, elles s'élevaient en totalité —y comprises les dépenses portées au compte du fonds consolidé et du compte du capital— à \$44,000,000. En 1905—le dernier exercice financier—les dépenses portées à ces mêmes comptes, se sont élevées à \$78,000,000, soit une augmentation de \$34,000,000 en neuf années, ou une augmentation de 78 pour 100, tandis que la population ne s'est accrue que de 12 pour 100. Les estimations budgétaires pour le dernier exercice complet s'élevaient à \$85,000,000. Des estimations sont maintenant déposées pour une autre période de neuf mois, et si nous pratiquons une tranche égale à un quart des estimations soumises l'année dernière, et si nous l'ajoutons aux \$67,936,000 qui forment le montant des dépenses prévues pendant les neuf mois à venir auxquels je viens de faire allusion, nous nous trouvons avec un total d'estimations, ou de dépenses prévues —sans compter les estimations supplémentaires qui nous arriveront encore comme d'habitude— nous nous trouverons, dis-je, en face d'une somme totale de crédits à voter pour le prochain exercice financier, qui s'élèvera à \$89,000,000—soit le double des dépenses—y compris celles portées aux comptes du capital et du fonds consolidé du dernier exercice du gouvernement conservateur.

Pour ce qui regarde le commerce privilégié, ou traitement de faveur commercial, laissez-moi vous rappeler les dénonciations proférées par ceux qui étaient autrefois dans l'opposition, et qui nous gouvernent aujourd'hui, sur la nature du tarif conservateur d'alors. Sous ce tarif, disaient-ils, notre commerce avec les Etats-Unis se développait plus rapidement que notre commerce avec l'Angleterre. Ils prétendaient que ce tarif accordait virtuellement une préférence, ou un traitement de faveur aux produits de nos voisins, et la preuve, d'après eux, se trouvait dans le fait que notre commerce avec les Etats-Unis se développait plus rapidement que notre commerce avec la mère patrie. Que voyons-nous, aujourd'hui ?

Si nous comparons les exportations du Canada à l'Angleterre, en 1896, avec celles de 1905, nous constatons que l'augmentation a été de 54 pour cent, tandis que l'augmentation de nos exportations aux Etats-Unis a été de 74 pour cent durant la même période. Si nous passons ensuite au chapitre des importations, nous trouvons un résultat déconcertant. Quel est ce résultat ? En 1896, nous importions de la Grande-Bretagne pour une valeur de \$32,979,000. Le chiffre de nos importations anglaises est maintenant de \$60,000,000—soit une augmentation de 87 pour cent ; mais combien s'est accru le chiffre de nos importations des Etats-Unis durant la même période ?—De \$58,000,000, qu'elles étaient en 1896, à \$162,000,000—soit une augmentation de 179 pour cent. Ce résultat fournit peut-être une explication du discours que le ministre de l'Agriculture a prononcé, l'autre jour, et dans lequel il a déclaré que le traitement de faveur offert en Angleterre aux produits canadiens nous était indifférent. Ce ministre est convaincu, sans doute, que l'immense développement de notre commerce avec les Etats-Unis doit être encouragé au détriment d'un commerce se développant régulièrement et moralement avec la mère patrie. Depuis la dernière session un membre très important du gouvernement a abandonné la carrière parlementaire. Je veux parler de sir William Mulock. Je crois que l'on n'a pas donné au pays de solides et suffisantes raisons de cette retraite soudaine et inattendue. Il était apparemment l'un des ministres les plus actifs et les plus progressistes. La question du téléphone a occupé beaucoup son attention. C'est lui qui fit nommer, lors de la dernière session, un comité chargé d'étudier l'application du téléphone au service postal.

Il est connu, aujourd'hui, que la compagnie dite "Bell Telephone Company" est devenue une corporation gigantesque et que cette compagnie a décidé de s'adresser au parlement pour lui demander d'élever son capital à \$50,000,000. Elle exerce son influence dans tout le pays. L'on sait que sir William Mulock voulait que le gouvernement établisse un système de téléphone. Pourquoi s'est-il retiré avant d'atteindre son but, ou d'obtenir la solution de cette question du téléphone, et pourquoi depuis sa retraite, rien n'est-il dit au sujet de l'é-